INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 7 février 2022**

* Incertains jusqu'en milieu de journée, les marchés actions européens ont finalement terminé en hausse sur des rachats à bon compte encouragés par la bonne orientation de Wall Street. Le CAC 40 a gagné 0,83% à 7 009,25 points après avoir accusé en fin de matinée un repli de 0,31%. Même scénario dans le reste de l'Europe avec un Euro Stoxx 50 qui clôture sur un gain de 0,95%.
* Encore une séance volatile sur les marchés. Les investisseurs s'inquiètent de la perspective d'une normalisation plus rapide qu'escompté jusqu'à présent de la politique monétaire américaine. Dans ce contexte, jeudi dernier la BCE a renforcé la nervosité ambiante en n'excluant plus une possible hausse des taux dès cette année.
* A ces incertitudes sur le front monétaire s'ajoutent des tensions géopolitiques avec la crise ukrainienne. Le président français Emmanuel Macron est reçu cet après-midi à Moscou par son homologue russe Vladimir Poutine pour " éviter la guerre ".
* En attendant des nouvelles de Russie, les investisseurs ont donc bien accueilli l'ouverture dans le vert de Wall Street. Le léger regain d'optimisme à New York est soutenu par les résultats trimestriels meilleurs que prévu du groupe agroalimentaire Tyson Foods et, surtout, par les fusions-acquisitions. La compagnie aérienne Frontier Airlines va acquérir sa concurrente Spirit Airlines pour 2,9 milliards de dollars. Par ailleurs, des rumeurs évoquent l'intérêt de Nike et Amazon pour le spécialiste des équipements de sport Peloton Interactive qui bondit.
* La monnaie unique recule de 0,19% à 1,1427 dollar à l'approche de la clôture des Bourses européennes. L'euro avait été soutenu la semaine dernière par la Banque centrale européenne, qui a ouvert la porte à une hausse des taux dès 2022. Au cours du week-end, le président de la Banque centrale néerlandaise, Klaas Knot a expliqué comment il envisageait un premier resserrement de 25 points de base au quatrième trimestre, indique Commerzbank.

Le cambiste souligne que Klaas Knot est considéré comme un " faucon " au sein de l'institution : il est donc peu probable que sa position représente l'opinion majoritaire au sein du Conseil des gouverneurs.  " Plus précisément, il est plus susceptible de favoriser un resserrement monétaire plus rapide que la majorité du Conseil ", précise Commerzbank.

* La hausse des prix du pétrole semble irrépressible en ce début d'année, observe Bénédicte Kukla, Senior Investment Officer chez Indosuez Wealth Management. Avec des stocks qui s'épuisent, une crise géopolitique qui pourrait avoir d'importantes retombées énergétiques et une tendance structurelle à l'abandon des investissements dans les combustibles fossiles, les marchés semblent se préparer à un choc de l'offre, indique Bénédicte Kukla.

Le comité ministériel conjoint de suivi de l'OPEP qui s'est tenu ce mercredi n'a révélé aucune grande surprise : L'OPEP+ s'en tient à son plan d'augmentation modérée de la production de pétrole (+400 000 barils par jour) malgré la flambée des prix, souligne la professionnelle.

Selon elle, les prix du pétrole devraient se maintenir à leurs niveau actuels au premier trimestre 2022 et resteront très probablement supérieurs à 75 dollars le baril dans un avenir prévisible, ce qui accentuera les pressions sur l'inflation.

* Les entrées dans les cinémas européens ont augmenté d'environ 38 % en 2021, à 590 millions, selon l’Union Internationale des Cinémas (Unic). Le box-office a atteint un montant estimé à 3,7 milliards d'euros, soit une augmentation de 42 % par rapport à l'année précédente. « L'impact de la pandémie sur l'industrie cinématographique européenne reste important », souligne le regroupement des exploitants de salles de cinéma et de leurs associations nationales.

Par rapport aux résultats de l'Europe en 2019, une année particulièrement fructueuse pour le secteur, les entrées de 2021 accusent toujours un retard de 56 %, tandis que les recettes au guichet ont diminué d'environ 57 %.

Comme par le passé, le box-office a été principalement tiré par les grands titres internationaux, notamment Spider-Man : No Way Home, Mourir peut attendre, Fast & Furious 9, Venom : Let There Be Carnage et Dune.

* 2 682 introductions en bourse (IPO) ont été réalisées en 2021 pour un montant de 608 milliards de dollars, soit 278 milliards de plus qu’en 2020, selon le dernier rapport Global IPO Watch du cabinet de conseil et d’audit PwC. Le bonne performance des actions et la baisse de la volatilité des marchés en 2021 leur ont été propices.

" La performance des IPO en 2021 doit inciter à la prudence, en particulier parce que 80% des IPO sur le continent américain ont sous-performé au 31 décembre 2021. C'est également le cas de 57% des IPO au niveau mondial "; prévient le cabinet de conseil et d'audit.

Il ajoute que le dynamisme des marchés au premier semestre a conduit à de fortes valorisations des IPO, avant qu'un second semestre plus tumultueux pour les marchés actions ne génère des conditions plus difficiles. " La confiance des investisseurs a donc nettement évolué au cours du second semestre, entraînant une performance relativement faible par rapport aux indices de référence ", explique PwC.

Les investisseurs devraient donc se montrer de plus en plus attentifs au prix des IPO en 2022, en particulier pour les entreprises qui s'appuient sur les bénéfices futurs pour soutenir les valorisations, avec des taux d'intérêt qui devraient également augmenter sur les principaux marchés du monde pour lutter contre la hausse de l'inflation.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Sanofi a gagné 3,1%, soutenu par son statut de valeur défensive. Worldline a grimpé de 3,2%, soutenu par le regain d'intérêt du marché pour les valeurs technologiques. Contre la tendance, Publicis a cédé 2,4%, pénalisé par des prises de bénéfices après quatre séances consécutives de hausse.
* C’est le début d’une nouvelle ère pour Faurecia (+2,59% à 39,65 euros), qui devient le 7ème équipementier automobile mondial grâce au rachat de son homologue allemand Hella. L’entité combinée prend désormais le nom ombrelle de Forvia. Ce groupe, qui opère à travers 6 activités, réunit 150 000 collaborateurs dans plus de 40 pays. En 2025, il ambitionne d’atteindre des ventes supérieures à 33 milliards d'euros, une marge opérationnelle supérieure à 8,5 % et un flux de trésorerie net d'environ 1,75 milliard d'euros.

Faurecia entend mettre à exécution d'un important plan d'optimisation et de synergies de coûts qui générera un Ebit de plus de 250 millions d'euros (au-delà de ce qui avait été annoncé initialement), avec un impact sur le compte de résultat de 80 % à atteindre en 2024.

Les synergies de revenus devraient atteindre entre 300 et 400 millions d'euros de ventes d'ici 2025, et les optimisations du cash-flow devraient générer environ 200 millions d'euros par an en moyenne de 2022 à 2025.

* La Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a approuvé Enjaymo (sutimlimab-jome) pour réduire le recours aux transfusions de globules rouges afin de traiter l’hémolyse chez l’adulte atteint de la maladie des agglutinines froides (MAF). Enjaymo est premier et seul traitement approuvé pour les personnes souffrant de la MAF et agit en inhibant la destruction des globules rouges (ou hémolyse).
* Dans un contexte de pénurie de semi-conducteurs, Ford Motor prévoit de suspendre ou de réduire cette semaine la production de huit de ses usines aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. C’est ce qu’a déclaré vendredi à Reuters une porte-parole du constructeur automobile américain.
* Eurobio Scientific gagne 2,79% à 22,1 euros après l'annonce d'un investissement de 35,5 millions d'euros de NextStage AM dans une holding baptisée EurobioNext. Celle-ci détiendra 28,3% du capital du spécialiste du dépistage des maladies infectieuse sur la base d'un prix de 25,28 euros action, soit une prime de 17,5% par rapport au dernier cours de Bourse.

Denis Fortier et Jean-Michel Carle Grandmougin conserveront 56,6% du capital de la nouvelle structure en apportant 1,82 million d'actions pour un montant de 46 millions d'euros alors que NextStage SCA et FPCI Pépites et Territoires en détiendront 43,5%.

Cette opération conduira les deux entrepreneurs à céder 1,38 million d'actions pour 35 millions d'euros. Denis Fortier et Jean-Michel Carle Grandmougin réaliseront une partie de la valeur créée depuis leur reprise d'Eurobio en 2010 ", souligne le communiqué.

Basé aux Ulis (91) dans le sud de la région parisienne, Eurobio Scientific s'est développé dans le domaine de la biologie moléculaire et en particulier depuis l'acquisition d'Eurobio par Diaxonhit en 2017 (biotech cotée reprise par les deux entrepreneurs).

Le groupe a révélé la pertinence de son positionnement avec la crise du Covid-19. En effet, le groupe a annoncé dès le 25 mars 2020 le marquage CE pour son test propriétaire EBX 041 SARS CoV2, développé spécifiquement pour le diagnostic clinique du Covid-19.

Le 30 novembre 2021, Eurobio a lancé le premier test PCR multiplexe pour le dépistage en temps réel et simultanément du coronavirus SARS-CoV-2 et des variants Delta et Omicron.

* Pharmagest gagne 3,37% à 79,70 euros, soutenus par la perspective d’excellents résultats en 2021 et d’une année 2022 favorable. L’année dernière, le spécialiste des solutions informatiques de santé en Europe a enregistré un chiffre d'affaires de 193,07 millions d'euros, en croissance de 12,41%.

Le groupe a indiqué aborder avec confiance l'exercice 2022. Il rappelle que les engagements du Ségur de la Santé intéressent l'ensemble des acteurs du système de santé : les hôpitaux, la médecine de ville, la pharmacie, le secteur médico-social, les EHPAD.

" La mise en œuvre des financements de ce programme gouvernemental, piloté par le Ministre des Solidarités et de la Santé, va permettre d'accélérer le déploiement des solutions logicielles de l'écosystème du Groupe Pharmagest ", explique la société.

La Cyber Sécurité sera la priorité de Pharmagest en 2022 tout à la fois pour garantir la protection de l'ensemble des données collectées et partagées au travers de ses solutions logicielles, et pour accompagner ses clients à se protéger et mieux se préparer. Le groupe prévoit de renforcer sa stratégie d'innovation en la matière dans les prochains mois.

**ANALYSES**

* Avis de tempête sur le marché obligataire. La débâcle s'est poursuivie, ce lundi, pour les titres de dette d'Etat. Le choc est particulièrement violent pour le Sud de l'Europe. Le taux à 10 ans grec a pris jusqu'à 25 points de base (pb) dans l'après-midi, pour atteindre 2,50 %, et son équivalent italien 10 pb, à 1,90 %. Les taux montent quand la valeur des obligations baisse. Sans être aussi impressionnant, ce mouvement de hausse a également concerné le 10 ans allemand, désormais bien installé au-dessus de 0 %, à 0,23 %, ou le 10 ans français. A près de 0,67 %, celui-ci est au plus haut depuis janvier 2019.

Ce nouveau coup de chaud a été notamment provoqué par une déclaration particulièrement agressive d'un membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, Klaas Knot. Le Néerlandais a affirmé qu'il s'attendait à un premier relèvement de taux « aux alentours du quatrième trimestre de cette année » et qu'une deuxième hausse suivrait de près, probablement début 2023. La réaction a été épidermique, pour un marché rendu déjà nerveux par le récent changement de ton de l'institution de Francfort face à la forte inflation en zone euro.

La BCE s'était montrée jusqu'alors bien plus modérée que ses grands homologues. La Banque d’Angleterre a en effet déjà commencé à relever ses taux, et la Réserve fédérale le fera à partir de mars. La vigueur du marché de l'emploi américain, confirmée par les chiffres publiés vendredi, pourrait même pousser la Fed à frapper fort, avec une première hausse des « Fed funds rates » de 50 points de base. Une perspective qui a fait grimper le taux américain à 10 ans, désormais très proche de 2 % pour la première fois en plus de deux ans.

Jeudi dernier, à son tour, la présidente de la BCE a ouvert la voie à une sortie plus rapide que prévu de sa politique de soutien à l'économie. Et Christine Lagarde n'a pas formellement exclu un premier tour de vis dès cette année. Or, selon le discours actuel de la banque centrale, la hausse des taux sera précédée par l'arrêt des achats nets d'obligations sur les marchés. Devant les députés européens, lundi, la Française a assuré que « tout ajustement de la politique [de la banque centrale] serait progressif » et qu'il n'y avait pas de raison de se précipiter.

Son intervention a légèrement ralenti la hausse, mais n'a pas inversé la tendance. « La volatilité sur le marché des taux européens est peut-être le prix à payer pour la normalisation de la politique de la BCE, surtout si l'on sort des taux d'intérêt négatifs, et des programmes d'achats d'actifs infinis », analyse dans un message sur Twitter Frederik Ducrozet, chez Pictet. Non sans mettre en garde : « la fragmentation financière [un très fort écartement des conditions d'emprunt des différents Etats de la zone euro, NDLR] constituerait un risque pour la transmission de la politique monétaire, un risque auquel la banque centrale devrait s'attaquer à terme. »

Car ce sont bien les pays d'Europe du sud qui seraient les plus fragilisés en cas de retrait de la liquidité déversée quasiment sans interruption depuis 2015 sur les marchés par la BCE. Le spread (c'est-à-dire la différence de taux) entre l'Allemagne et l'Italie est ainsi passé de 130 à près de 160 points de base en une semaine. Pour l'instant, ce niveau reste supportable. Mais cet indicateur va être surveillé de près par les marchés dans les semaines à venir. Surtout si la banque centrale confirme, en mars, l'arrêt progressif de son programme d'achat d'actifs.

Au-delà de la dette d'Etat, la déroute a également touché les obligations d'entreprises européennes. Le coût de financement moyen des obligations de la catégorie « investissement », rassemblant les emprunteurs les plus sûrs, a presque été multiplié par 1,5, dépassant pour la première fois depuis l'été 2020 le seuil de 1 %.

Au total, ce mouvement de hausse a fait fondre de près de 3.000 milliards de dollars le stock de dette à taux négatifs dans le monde depuis jeudi. Il évolue désormais sous les 5.000 milliards, bien loin de son pic historique de 18.400 milliards, atteint en novembre 2020. Un signal encourageant pour les investisseurs. Une fois digéré le coup de tabac actuel, ils auront la consolation de ne plus perdre d'argent quand ils prêtent à des emprunteurs très bien notés.

**L’AGENDA DU 8 février 2022**

**8h45 en France**

Balance commerciale en décembre

**14h30 aux Etats-Unis**

Balance commerciale en décembre